

Publié le 20 juin 2025

## Rencontre nationale des Epl 2025 : une action publique locale contrainte par la conjoncture

La Rencontre nationale des Entreprises publiques locales (Epl) était organisée cette année le 19 juin 2025 à Paris, au siège de la Fédération nationale des Caisses d'Epargne. L'événement ouvert aux adhérents et partenaires de la Fédération des élus des Entreprises publiques locales (FedEpl) est un temps fort du mouvement de l'économie mixte et sa première table ronde, consacrée à la situation économique et politique, a donné le ton d'un événement engagé et mobilisateur pour les Sem, les Spl et SemOp.



### Entre contraintes économiques et obstacles politiques pour l'action publique

Sébastien Boucher, directeur des marchés professionnels de l'immobilier, secteur public et logement social du réseau des [Caisses d'Epargne](#), a d'abord souhaité la bienvenue aux différentes composantes de l'économie mixte, avant que Philippe Laurent, maire de Sceaux et président de la Fédération des élus des Entreprises publiques locales (FedEpl), n'ouvre officiellement l'évènement. Remerciant les présents, et comme un clin d'œil au travail de ces prédécesseurs Jean-Léonce Dupont, Jean-Marie Sermier et Patrick Jarry, assis au premier rang et toujours actifs au service de l'économie mixte, il a rappelé que **les Entreprises publiques locales (Epl) sont des sociétés s'inscrivant dans le temps long et ne pouvant s'accommoder de considérations de court terme.**

La conjoncture économique actuelle n'est cependant pas favorable selon l'introduction d'Hadrien Camatte, économiste sénior chez Natix Corporate & Investment Banking, Groupe BPCE. La stratégie commerciale des Etats-Unis décidée par le président Donald Trump pénalise l'ensemble des économies mondiales dont l'activité va croître modérément. **Les pays de l'Union européenne sont frappés à différents niveaux, et la France dispose cependant d'atouts dans cette conjoncture.** Mais la vitalité de certains secteurs (tourisme, luxe, industrie énergétique et de défense) contraste avec le poids de sa dette publique, la contraignant à une politique budgétaire restrictive en opposition à des ambitions de croissance.

### Les Epl comme bras armés des collectivités locales pour engager les politiques publiques

S'ajoute un contexte politique morose. Guillaume Caline, directeur enjeux publics et opinion chez [Verian France](#), a évoqué les sentiments de colère, de désespoir et de honte partagés majoritairement par les Français

concernant la situation politique actuelle. Le pouvoir exécutif et ses deux têtes sont sujets à une profonde défiance, et les autres forces politiques ne parviennent à être perçues comme des alternatives acceptables. A l'échelle locale, la donne est différente. **La figure du maire, et celles du président de département et du président de région dans une moindre mesure, sont jugées avec davantage de clémence.** Les prochaines élections municipales suscitent un intérêt significatif plusieurs mois avant le scrutin. Comme un aveu de croyance en l'action publique locale.

Cette action politique est aujourd'hui contrainte. S'appuyant sur les enseignements du [pré-rapport de l'Observatoire de la finance et de la gestion publique locales](#) (OFGL), Jean-Léonce Dupont, président du département du Calvados et président d'honneur de la FedEpl, s'est inquiété des finances des départements. Certains d'entre eux éprouvent de très grandes difficultés et les restrictions budgétaires qui leur sont imposés sont peu applicables en raison de dépenses non-pilotables à 70 %.

## La nécessité de dégager des marges de manœuvre financières à l'échelle locale

S'agissant des autres échelons de collectivités territoriales, la situation est tout aussi sensible. Sandrine Charnoz, adjointe à la maire de Paris chargée des Sem et des Spl et administratrice de la Spl [Soreqa](#), et Agnès Thouvenot, 1<sup>re</sup> adjointe au maire de Villeurbanne, présidente de la Fédération régionale des Epl d'Auvergne-Rhône-Alpes et présidente de la Sem [SVU](#), se sont aussi alarmées de ces situations locales consécutives à des décisions nationales, alors que les élus et les élues sont « à portée ». **Les Epl dont leurs collectivités territoriales sont actionnaires intègrent ces contraintes, remontent des dividendes et des excédents, et prennent le relais.**

L'action des Sem, des Spl et des SemOp est ainsi plus que jamais nécessaire dans cette perspective. Elles sont le prolongement de l'action publique locale et proposent de dégager des marges de manœuvre financières indispensables pour engager les transitions économiques, sociales et environnementales. **Ces marges ne sont cependant pas illimitées.**

[Consulter le communiqué de presse de la Rencontre nationale des Epl](#)